

Le rôle croissant des multinationales dans le financement de la recherche

MULTINATIONALES ET OGM (PAR M. GOÏTA)

LES INSTITUTS DE RECHERCHE dans les pays du Sud en général et en Afrique en particulier sont confrontés à de nombreux problèmes. Pourtant, chacun reconnaît leur importance capitale dans le développement agricole, et leurs rôle et place dans le dispositif stratégique, institutionnel et opérationnel des ministères en charge de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Les difficultés qu'ils rencontrent, d'ordre conjoncturel mais surtout structurel compromettent leur indépendance et celle des États. Au cœur du problème, c'est la question du financement qui se pose...

Quatre principales sources de financement. La recherche en Afrique trouve ses moyens de mise en œuvre à partir de quatre sources essentielles :

- Le financement public des instituts nationaux de recherche.
- Le financement à travers les productrices et producteurs, au niveau local. Cette forme de recherche-innovation fournit jusqu'à nos jours une grande partie des semences utilisées dans les champs compte tenu des faibles moyens des producteurs pour accéder aux produits certifiés.
- Le financement par les bailleurs de fonds publics (coopérations bilatérales et multilatérales) mais aussi associatifs.
- Le financement des firmes multinationales qui font tester leurs produits par les instituts de recherche des pays africains.

Et les programmes d'ajustement structurel arrivèrent. Si par le passé les deux premières voies étaient les plus importantes, aujourd'hui les deux dernières sont les plus courantes suite à la baisse des dépenses publiques pour la recherche. De 0,7% du produit national brut des pays d'Afrique de 1981 à 1985¹, elles ont été estimées à 0,58% des PNB en 1991². Au même moment, il y a eu une augmentation considérable des financements extérieurs notamment dans le domaine des biotechnologies, avec une grande place au secteur privé.

1. J. Beyron et al., Financing the Future: Options for Agricultural Research and Extension in Sub-Saharan Africa, Oxford Policy Management, 1998.
2. Idem.

La recherche en « liberté surveillée ». Avec son état de dénuement total actuel, il n'est pas exagéré de dire que la recherche en Afrique est en « liberté surveillée » et dans la plupart des cas sous la tutelle des entreprises multinationales qui définissent aussi bien les principes que les axes et les méthodes de recherche. En effet, aussi bien la formation des chercheurs que la définition de leurs protocoles de recherche sont désormais définis par ces nouveaux acteurs privés qui ont construit des empires et qui agissent dans une logique de monopole de la recherche.

Au bilan. La recherche en Afrique est aujourd'hui dépendante à plusieurs titres des bailleurs de fonds extérieurs. Elle ne peut ainsi pas mener correctement son rôle et satisfaire les besoins et demandes des populations. Une plus grande prise en compte de la recherche dans le financement public et la redéfinition des « règles du jeu » du partenariat entre l'État et les autres acteurs peuvent contribuer à une modification sensible des rapports de forces.

Mamadou Goïta, socio-économiste du développement et ingénieur en gestion des systèmes de formation, directeur régional pour le bureau Afrique de l'Ouest de l'Association de coopération et de recherches pour le développement (Acord)
Mamadou_goita@yahoo.fr

MONSANTO est une des six plus grandes multinationales au monde qui ont le monopole de plus de 98 % du marché des plantes génétiquement modifiées (brevetées) et plus de 30 % des marchés de semences au monde. Elle a entrepris depuis 1997 au Burkina Faso et au Mali un « lobbying assez fort » et bien préparé pour financer la recherche agricole de ces deux pays dans le cadre de la promotion du coton transgénique appelé communément « coton Bt ». Si les organisations paysannes et notamment la Fédération nationale des organisations paysannes burkinabé (Fenop) se sont opposées à ce plan machiavélique en 1998, elles n'ont pas pu l'empêcher plus tard car les chercheurs ont convaincu les décideurs de signer des protocoles de collaboration avec le financement de Monsanto. Au Mali, le même type d'opération de pression a conduit les chercheurs de l'Institut d'économie rurale (IER) à élaborer un avant-projet de recherche sur le coton Bt avec comme principaux bailleurs de fonds, outre l'USAID et la Compagnie malienne de développement des textiles (CMDT), les multinationales travaillant sur les semences Bt. Une coalition pour la protection du patrimoine génétique du Mali a été mise en place par les organisations de la société civile pour ouvrir un débat sur la question des OGM et le rôle des multinationales dans leur promotion. ■

